

LES RESSOURCES HYDRAULIQUES

LE COMPLEXE DE CHIGNECTOU—LA CONSTRUCTION DES BARRAGES ET DU CANAL

M. Robert C. Coates (Cumberland-Colchester-Nord) propose:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait étudier immédiatement l'opportunité de construire le complexe de Chignectou ainsi que les barrages du bassin Minas, du bassin Cumberland et de la baie Shepody, et le canal de Chignectou.

—On dit souvent qu'un malheur ou un bonheur ne vient jamais seul. Ce dicton s'appliquerait certes au sujet précité. Je n'ai jamais manqué une occasion de soumettre à la Chambre les problèmes qui se posent aux provinces atlantiques et certains moyens qui, à mes yeux, nous permettraient peut-être de les résoudre.

Au cours de la présente session, nous avons souvent passé beaucoup de temps à parler de choses sur lesquelles nous ne pouvons exercer aucun contrôle ou bien peu, comme la guerre civile au Nigéria, et trop peu de temps à envisager les problèmes pour lesquels nous pouvons effectivement faire quelque chose, si seulement nous le voulions. J'ai assisté avec un très vif intérêt à la conférence fédérale-provinciale tenue en février et à laquelle le premier ministre (M. Trudeau) a participé si activement. J'ai écouté ses commentaires au sujet des disparités économiques régionales au Canada. Je l'ai entendu les répéter lorsqu'il cherchait à obtenir la direction de son parti en avril dernier. De plus, pendant la campagne électorale j'ai entendu parler des problèmes que posent les disparités économiques régionales. Et pourtant, à la Chambre, j'attends encore que le gouvernement et les ministres responsables prennent quelque initiative concrète de nature à faire disparaître ces problèmes que tous semblent reconnaître mais que personne, malheureusement, dans le gouvernement actuel, ne semble réellement déterminé à résoudre.

Comme député des provinces de l'Atlantique, une des choses qui m'ont indigné est que le premier ministre n'accorde pas de priorité à l'établissement d'un ministère spécial dont nous avons tant parlé. Je suis certain que la déception des gens de la région de l'Atlantique s'accroît avec chaque jour où rien n'indique que le gouvernement s'apprête à agir dans le sens qu'avaient laissé prévoir les déclarations du premier ministre.

Une fois adoptée, la motion à l'étude éliminerait une grande partie des arguments qui seront exposés quand on aura terminé les études définitives sur la possibilité technique de

construire des digues pour la production d'énergie marémotrice dans la baie de Fundy. Je ne pense pas que la possibilité du projet en vue laisse de doute, car il est évident qu'en France, on a réussi à mettre en valeur la force motrice des marées et qu'on bénéficie maintenant de cette énergie.

J'ai appris, en lisant le numéro du samedi 26 octobre du *Chronicle-Herald*, qu'on songeait sérieusement à donner suite au projet d'usine marémotrice sur la rivière Severn, en Grande-Bretagne, qui se rend compte elle aussi de la nécessité d'aménager les marées pour produire de l'énergie.

J'ai tenté très longtemps d'inciter l'ancien gouvernement libéral à se mettre à la tâche et d'entreprendre des études, mais ce n'est qu'après de nombreuses tergiversations que cet organisme a finalement été établi en collaboration avec les gouvernements de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick. Je crois savoir que la construction des barrages progresse aussi rapidement que possible, mais ce qui m'inquiète, c'est que dès que l'étude sera terminée, nous entendrons parler de la rentabilité de l'entreprise, et on se demandera si le gouvernement fédéral ferait bien d'investir des fonds dans un projet pour les provinces atlantiques. La chose me préoccupe vivement, car ce n'est qu'après coup et lorsque tout a été prévu pour les six autres provinces qu'on songe à cette région du Canada; on donne les reliefs aux quatre autres provinces en disant: «Cela vous suffira.»

C'est la philosophie en honneur depuis 100 ans et à cet égard, le gouvernement actuel ne semble pas différer du tout du dernier gouvernement. Lorsqu'il a été question de réduire les dépenses, la première coupe sombre a été pour la chaussée reliant le Nouveau-Brunswick à l'Île du Prince-Édouard. Autrement dit, lorsqu'il s'agit de faire des compressions budgétaires, c'est d'abord aux travaux des provinces atlantiques qu'on songe, car ils sont moins nombreux là-bas et, par conséquent, il est inutile de s'en faire au sujet du gâchis, surtout de nos jours alors que la plupart des représentants de cette région appartiennent à un autre parti politique. Voilà la triste vérité.

• (6.10 p.m.)

Du reste, le premier ministre de l'Île du Prince-Édouard accompagné des 15 ministres de son cabinet, est venu présenter des instances au premier ministre et on m'a dit que ce dernier n'a eu que six minutes pour l'écouter sur un sujet aussi important que celui d'un trait d'union entre notre région et l'extérieur.